

s'est laissé convaincre dans une certaine mesure, c'est que les rapports sont rendus publics et que le conseil fait fonction d'autorité coordonnatrice pour toutes les recherches qui se poursuivent en matière économique, y compris certaines qui visent les comités du Congrès.

Il est un lieu commun qui revient sans cesse à la Chambre chaque fois que nos amis de ce côté-ci mentionnent la question de l'argent; il y a toujours quelqu'un qui dit: Ah oui! allez-y; imprimez des billets; et immédiatement l'idée de la planche à billets nous vient à l'esprit. De même, chaque fois que notre parti parle de planification, quelqu'un lève les bras au ciel et crie à la dictature, disant que nous nous en allons dans une direction dangereuse.

J'aimerais dire quelques mots au sujet des différences que le ministre a tirées entre les méthodes de planification indicative et impérative. Son explication était loin d'être complète. A cet égard il se peut que le chef de l'opposition ait eu raison. Plus nous forgeons d'instruments économiques, ce qui sera, je suppose, la fonction principale du Conseil économique, plus il devient évident qu'en se servant de ces instruments, en déplaçant les investissements et en assurant ici des stimulants, là des sanctions, on s'achemine vers le dirigisme économique, et il n'y a guère de différence, sinon dans les termes, entre la planification indicative et la planification impérative.

Que les honorables députés veuillent bien s'arrêter sur un exemple. Le ministre des Finances semble croire que l'article le plus puissant de ce qui reste de son budget est celui qui a trait aux stimulants destinés à inciter les industries à s'établir dans les zones sous-développées ou qui se développent trop lentement, grâce à une période d'exemption d'impôts. En soi, c'est une forme de stimulant gentille et agréable, mais une fois que l'on dispose d'analyses économiques indiquant l'ensemble des stimulants et des sanctions possibles sur le plan des investissements, de l'orientation des revenus et de l'emploi, du genre de formation que les gens devraient recevoir, cette machine économique devient presque comme le clavier d'un orgue.

Nul ne soutiendrait, je crois, que A. A. Berle, économiste américain, est dangereux, suspect ou marxiste, bien qu'il soit célèbre pour son opposition à Castro. Dans son ouvrage «The American Economic Republic», il prouve qu'aux États-Unis on trouve une économie dirigée et que le débat qui oppose les partisans d'une politique de laissez-faire et ceux qui préconisent une politique d'intervention est futile. Au fur et à mesure que nous comprendrons mieux le système économique

et les tableaux de production et de consommation et que nous aborderons tous les secteurs de notre économie, on verra qu'il s'agit de plus en plus de boucher un trou ici ou là ou d'exercer une pression ici ou là. Cela deviendra un système assez complexe de freins et de stimulants. Nous en avons déjà beaucoup, mais sans ordre.

Dire que nous nous acheminons vers cet état de choses quand il existe déjà dans certains domaines, et quand il y a un écart important entre la planification prétendue négative et impérative, il me semble que c'est un sophisme qui empêche peut-être l'ancien premier ministre de harceler le gouvernement libéral. Je ne crois pas que cela trompe personne.

Le Nouveau parti démocratique, s'il pouvait obtenir l'établissement du conseil économique dont il rêve, utiliserait une telle mesure pour tenter de donner au conseil le pouvoir d'élaborer, plus spécifiquement, le genre de mesures requises pour répondre aux indications économiques et aux politiques à long terme qu'il recommanderait. Maintenant, l'un des points auxquels il faut toujours revenir lorsqu'on parle des économistes, c'est de se rappeler qu'ils n'ordonnent pas ce monde et que l'économique n'est qu'un moyen de rendre on l'espère chacun d'entre nous, et notre pays, plus riches. Ainsi notre société actuelle trouve ses mobiles et ses aspirations, à mon avis, de moins en moins sur la place du marché et dans le domaine de l'économique mais de plus en plus en dehors de celui-ci.

Le ministre, dans son analyse, a formulé une thèse à laquelle je souscris, à savoir qu'en raison de la demande accrue de l'après-guerre et des répercussions de l'énorme capacité de production qui a résulté des placements jusque vers le milieu des années cinquante, nous avons satisfait, dans une large mesure, les principaux besoins des consommateurs de notre pays. J'imagine aussi, bien qu'il ne l'ait pas dit, à partir de cette prémisse que nous devons créer des besoins de consommation nouveaux et supplémentaires. J'imagine que l'on trouvera matière à pareille création dans ce que l'on appelle les domaines sociaux et techniques, c'est-à-dire de nouveaux besoins dans l'outillage, une instruction plus poussée, une vie mieux remplie si on veut l'exprimer ainsi grâce à des activités culturelles et des célébrations telles que le Centenaire qui mettent l'accent sur l'histoire.

Ce domaine n'appartient pas à l'économiste et c'est là, à mon avis, le rôle complexe de l'Office économique. Si l'on fait trop de cas de son activité, il pourra même dicter au pays quels devraient être ses objectifs. Même s'il est fort bon que nous soulignons les objectifs économiques de notre société, je crois qu'un grand nombre d'entre nous se